

OUVRONS-NOUS UN Avenir! Et des propositions pour cela, nous en avons. Immédiatement, gagnons : ● La gratuité de nos études ● Le doublement du budget de l'Enseignement Supérieur ● La réquisition des facs Pasqua ● Inscription de tous et toutes dans la filière et la fac de son choix ● La mise en place d'une grille nationale d'équivalence pour favoriser la poursuite d'études ● Rénovation des Oeuvres Universitaires (CitéU+RestoU) ● Le doublement du nombre et du montant des bourses ● La mise en place de l'année Joker ● Demi tarif sur les transports ● La parité administration/Étudiants dans les conseils ● Le retrait des stages diplômants et l'accès à de véritables stages qualifiants ● L'embauche de tous les diplômés à leur niveau de qualification ● Les 35 heures sans perte de salaire ●

ENSEMBLE, IMPOSONS NOS EXIGENCES !

POUR AMÉLIORER MES CONDITIONS D'ÉTUDES, J'EXIGE :

POUR UNE FORMATION EN PRISE AVEC LA VIE, J'EXIGE :

POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE, J'EXIGE :

Changer nos études? Avoir des formations en prise avec la vie? Etre citoyen à l'université? Mille fois oui et tout de suite parlons-en! Tu as des idées, des exigences. Ecris les, et organisons dans chaque TD, chaque université une grande chaîne pour mettre nos revendications en commun, gagner ce qui peut l'être...

... ET POUR DÉFENDRE TES DROITS TOUT AU LONG DE L'ANNÉE ET FAIRE ENTENDRE TES REVENDICATIONS, POUR ÊTRE INFORMÉ SUR LA RÉFORME BAYROU, Rejoins l'UNEF.

Nom :
Prénom : Tel :
Adresse : Ville :
Filière/ Fac :

Feuillet à renvoyer à UNEF, 52 rue E. Pailleron, 75019 Paris - 01 42 45 84 84



Ne laissons pas BAYROU décider sans les étudiants



Les examens de janvier passés, c'est une moitié d'année universitaire de consommée. Avec le goût amer que malgré les deux milliards de crédits, gagnés en Décembre derniers, rien de déterminant n'a changé. Le manque de moyens, nous continuons à le côtoyer.

C'est dans ce contexte, fin Mars, que Bayrou doit présenter sa réforme pour l'Enseignement Supérieur.

Cette réforme, nous l'avons voulu parce que nous aussi refusons le statu-quo à l'Université. Nos exigences nous les avons mises en avant quand Bayrou a engagé des Etats Généraux du Supérieur.

BAYROU : QUE DE PROMESSES !!!

... ET EN PLUS, VOUS AUREZ DROIT A UN GOÛTER A 4€ !!



Le ministre en a-t-il tenu compte ?

Sûrement pas ! Et l'actualité en est témoin :

- Unanimes, nous avons exigé plus de justice sociale, il répond aujourd'hui par la suppression des 1.200 francs d'aide pour les enfants à charge.
- Nous avons revendiqué une formation plus en prise avec la vie. Relayant la proposition du CNPF et de Chirac, il entend mettre en place des stages diplômants pour ainsi brader nos formations, précariser les jeunes diplômés. Et comme si cela ne suffisait pas, il supprime 20% des places au CAPES.

Jusqu'à quand F.Bayrou et le gouvernement pourront ils ainsi faire fi de nos exigences ?

A l'UNEF, nous avons une réponse : tant que nous ne nous mêlerons pas d'un débat qui nous concerne.

Alors ne laissons pas Bayrou et le gouvernement faire leur réforme du supérieur sans nous !

Ce quatre pages peut t'aider à avoir tous les éléments sur le débat en cours; informe toi, donne ton avis et n'hésite pas à t'engager pour faire bouger les choses!

Ouvrons-nous un avenir!

Le 7 décembre dernier, l'UNEF impulsait un premier festival étudiant au théâtre du Rond Point des Champs-Élysées. Au programme, débats et confrontations autour de la réforme Bayrou, l'aide sociale, l'insertion professionnelle, mais aussi rencontre avec des pro de la culture, des éditions du Poulpe. Ce sont 1034 étudiants qui ont participé à la journée et près de 800 qui ont assisté à "En attendant Godot" de Beckett avec P. Arditi et M. Maréchal pour ...40 francs! Un bon moyen de faire vivre un droit étudiant, celui de l'accès à la culture à coût réduit! A l'UNEF nous comptons avancer sur le sujet : pour en savoir plus appelle au 01 42 45 84 84.

REFORME BAYROU : comment sacrifier nos études

Après 1 an de concertation tronquée, on commence à voir plus clairement comment Bayrou veut casser l'Université. Allocation d'étude, semestrialisation, stages diplômants... C'est une attaque en règle du service public, de l'aide sociale, de nos formations.

LA PREUVE PAR 4

Autonomie, privatisation des universités

Bayrou entend créer une agence de modernisation des universités au niveau national, il s'agit d'un véritable tremplin vers la privatisation du service public.

- En donnant une partie de la gestion au privé.

- En adoptant un mode de fonctionnement du privé.

Il entend transférer la propriété des locaux de l'Etat vers les établissements d'Enseignement supérieur qui le souhaitent et mettre en place des fondations d'Université pour récolter des fonds des entreprises et des collectivités territoriales. Bayrou voudrait que les universités soient gérées comme des entreprises, en faisant fi de l'avis des enseignants et des étudiants dans les décisions ; il veut les rendre financièrement autonome et mettre ainsi en place une université à 2 vitesses : fac d'élite dans les régions riches, facs poubelles dans les régions pauvres.

Semestrialisation du DEUG

Bayrou propose la mise en place de 4 semestres de 5 mois durant le DEUG. Le premier semestre "d'orientation" consisterait à nous faire acquérir les méthodes de travail. Il s'acheverait par des examens ou l'étude du dossier par un jury d'orientation. Par ce biais c'est la sélection et le tri des étudiants que programme Bayrou quelques mois après l'obtention du Bac. De plus :

- Avec des examens à chaque fin de semestre et l'allongement de l'année à 10 mois, la session de rattrapage est remise en cause.

- La qualité du DEUG est menacée : un semestre entier consacré à la méthodologie, c'est à coup sûr la baisse du volume horaire des enseignements théoriques et spécialisés.

- Enfin Bayrou va plus loin en proposant que les DEUG soient simplifiés et leur nombre réduit !

Stages diplômants

Avant même que les commissions de travail aient débattu de la professionnalisation. Le CNPF et Bayrou propose de mettre en place des stages de 3 à 9 mois rémunérés de 1000 à 1700 francs par mois sans garantie d'embauche à leur issue. Alors que l'objectif annoncé est de faciliter l'emploi des jeunes

Sans aucun contenu ni suivi pédagogique, ces stages s'apparentent plutôt à un CIP bis. Il s'agit de s'offrir au rabais des jeunes diplômés!



Allocation Sociale d'étude

Il s'agirait de rassembler les aides directes (ALS, APL, Bourses...) et les aides fiscales (demi part accordée aux familles) dans une seule allocation. Proposée dans un souci d'économie, ce regroupement est un moyen de réduire les aides. L'allocation serait attribuée non plus sur la base des revenus de la famille mais sur ceux de l'étudiant (prenant en compte les aides de la famille, mais aussi le salaire s'il travaille...). Ainsi ceux qui occupent un job étudiant seront privés de cette aide!

Sous couvert de défendre l'autonomie des étudiants, cette proposition va à l'inverse de la justice sociale et ouvre la porte à la casse des oeuvres universitaires !

Stages diplômants : "les jeunes sont majoritairement contre!"

Un sondage BYA réalisé le 20/01 dernier indique qu'à 49% les français estiment que "ces stages permettront aux entreprises d'obtenir une main d'oeuvre à bon marché", une proportion qui monte à 53% chez les moins de 25 ans et 62% chez les 25-35 ans. Reste maintenant à gagner leur retrait.

Depuis le début de l'année, des propositions s'expriment, des luttes souvent victorieuses s'engagent :

- Sur l'aide sociale, ce sont des assises organisées par l'UNEF à Clermont, Montpellier ou Toulouse, des luttes pour le déblocage de bourses, le réinvestissement de l'Etat dans l'aide sociale à Metz, Lille ou Tours.
- Contre les expulsions d'étudiants étrangers des initiatives se mènent à PB ou PIO.
- Dans les IUT, c'est la grève des étudiants à Poitiers depuis la rentrée, des premières AG à Créteil et Toulouse pour exiger des moyens d'urgence.

De l'argent il y en a !

170 millions : c'est la somme gelée en bons du trésor par le CNOUS soit l'équivalent de la rénovation de la moitié du parc de logement.

2,3 milliards, c'est la somme accordée par les collectivités locales aux facs privées : fac Pasqua à Nanterre, Ites à Toulouse, Irup à Saint Etienne, Ifma à Clermont Ferrand ou Kerlann à Brest. C'est l'équivalent de ce que Bayrou a déblocqué en novembre décembre 95 pour les universités publiques.

125 milliards, c'est ce que l'Etat a déblocqué pour combler le trou du Crédit Lyonnais, c'est 5 fois le budget annuel consacré à l'aide sociale étudiante.